# Un programme conforme aux intérêts des travailleurs est incompatible avec celui du FdG

Pour impulser les luttes, nous devons essayer de regrouper sur des revendications partielles, tout en gardant notre indépendance politique. Mais dans les élections, il s'agit du pouvoir, donc d'un programme pour gouverner. Est-ce possible avec le FdG ?

Sur les droits des étrangers, le PG demande seulement « *l'abrogation des lois successives depuis 2002* ». Le PCF n'est pas pour la régularisation de *tous* les sans-papiers. Logique, car le PS (dont le PG est issu) et le PCF ont commencé à instaurer la politique anti-étrangers : les centres de rétention administrative datent de 1981 ! Cette ligne est incompatible avec la défense réelle des étrangers, impliquant l'abrogation de *toutes* les lois racistes et anti- immigrés, y compris celles de la « gauche », et la régularisation de *tous* les sans-papiers.

Le PCF et le PG ne défendent pas le retour à la retraite à taux plein après 37,5 annuités de cotisation, ni l'abrogation de la contre-réforme Balladur de 1993.

Le PCF dit vouloir interdire seulement « *les licenciements boursiers* » et rétablir « *l'autorisation administrative de licenciement* ». Quant au PG, il parle de limiter les licenciements économiques au cas de « *difficultés économiques avérées* » ! Bref, il y aurait toujours des licenciements selon les besoins du patronat, mais plus encadrés. En outre, ils ne proposent pas d'orientation pour les luttes. C'est incompatible avec une défense conséquente des travailleurs. Au contraire, nous devons lutter pour empêcher tous les licenciements par la grève, jusqu'à l'occupation d'usine, la relance de la production sous contrôle ouvrier et l'expropriation, dans la perspective de l'interdiction des licenciements.

Le PCF est pro-nucléaire, le PG parle d'en sortir en 30 ans. C'est incompatible avec la protection de notre vie et notre santé. Il y a urgence. C'est possible en 10 ans. Mais comme le capital investit dans le nucléaire car c'est rentable, cela suppose d'exproprier sous contrôle des travailleurs les entreprises de l'énergie, mais aussi celles de construction et de transport pour planifier la réduction des dépenses d'énergie.

Le FdG parle de récupérer les 10% de PIB (180 milliards) perdus par les salariés au profit des capitalistes, mais ils ne veulent même pas exproprier les plus gros capitalistes, les entreprises du CAC 40 et leurs 100 milliards de profits.

Le PCF et le PG soutiennent les directions syndicales, principales responsables de la défaite sur les retraites face à Sarkozy. Or, les DS ont participé aux concertations, refusé de demander le retrait du projet de loi, empêché la généralisation de la grève, épuisé les travailleurs en journées d'action dispersées. Nous devons critiquer les DS, impulser l'auto-organisation et la centralisation des luttes, dans la perspective de la

grève générale.

Un gouvernement du FdG, même avec une VIe République participative, ne mènerait donc pas une politique conforme aux intérêts des travailleurs.

En partant des luttes réelles dans les boîtes, les QP et la jeunesse, nous devons porter l'idée que seul un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, issu des luttes et reposant sur les AG, comités de grève, de quartiers, etc. pourra le faire.

**JB (Aix, P4/TC); Stéphane (Paris XIe, P4/TC)**, le 6 juin 2011